

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Impasse-argentine-et-capital-financier>

Impasse argentine et capital financier

- Argentine -

Date de mise en ligne : lundi 30 décembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Argentine est en plein chaos :

- ▶ chaos économique qui se traduit par un effondrement de la production, par des faillites nombreuses ;
- ▶ chaos monétaire et financier, crise de liquidités, les déposants ne peuvent plus retirer librement leur monnaie des banques, les banques ne peuvent plus prêter aux entreprises et sont pratiquement en situation de faillite ;
- ▶ chaos social, avec un chômage massif et en augmentation rapide, plus de la moitié des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté.

L'Argentine est en cessation de paiement de sa dette publique (141 milliards de \$) depuis décembre 2001, et aucune institution financière privée ne lui prêtera dans ces conditions. Elle devait rembourser 809 millions de \$ à la Banque Mondiale, le 14 novembre 2002, elle n'a pu rembourser qu'environ 80 millions équivalent aux intérêts dus. Elle est donc en défaut de paiement, et la BM a décidé de lui cesser l'octroi de nouveaux prêts. Elle devait aussi rembourser 141 millions de dollars au FMI avant le 22 novembre 2002, elle a demandé un report d'un an que le FMI a accepté. Le FMI a suspendu en décembre 2001 son dernier plan d'aide de 22 milliards de dollars à l'Argentine, et ne lui octroie plus aucun crédit.

Aujourd'hui, l'Argentine est dans une situation telle qu'elle ne peut plus payer ses dettes sans le recours à un crédit supplémentaire. Or, elle n'aura plus de crédit si elle ne paye pas ses remboursements. L'Argentine est donc dans une impasse, elle est de fait en situation de faillite.

Pourtant si le FMI lâche l'Argentine, n'oublions pas qu'elle fût son meilleur élève. Elle a suivi jusqu'au bout la logique du capitalisme financier et du libéralisme qui lui est associé, cette même logique qui est justement celle du FMI, et qu'il impose en échange de ses prêts. C'est ainsi que durant la décennie quatre-vingt-dix, les capitaux internationaux s'emparèrent de pans entiers de l'économie, y compris de vastes propriétés foncières. La privatisation y fut aussi des plus sauvages, de grosses entreprises (YPF, Aerolinas) furent bradées aux multinationales. Cette politique économique ultra-libérale couplée à une politique financière d'endettement, a abouti à l'inévitable impasse du surendettement. Le surendettement est un processus bien connu, qui peut toucher différents acteurs économiques. Plus l'endettement s'aggrave, plus les remboursements prennent une part importante par rapport aux revenus de l'endetté, et plus les risques de défaut de paiement augmentent. Pour compenser ce risque, les prêteurs réclament alors des taux d'intérêts de plus en plus élevés. Si l'emprunteur voit ses revenus stagner ou baisser, il en

devient réduit à emprunter non pour financer ses activités, mais pour rembourser ses emprunts précédents. Au delà d'un certain seuil de surendettement, les prêteurs ne veulent plus prendre de risques et l'endetté est en situation de faillite. C'est ce qui se passe à l'heure actuelle pour l'Argentine. Les effets dévastateurs de l'endettement et des plans d'ajustement ont depuis longtemps été constatés dans les pays pauvres, ceux d'Afrique en particulier ; mais l'Argentine n'était pas un pays pauvre, c'était un pays développé qui a connu le plein emploi. C'est la première fois que nous assistons à un tel effondrement, d'où l'importance que nous devons lui accorder.

Dans un premier niveau d'analyse, on peut bien sûr faire retomber la faute sur l'Argentine. On peut critiquer les choix de ses différents gouvernements, élus démocratiquement ou imposés par la force ; on peut évoquer des facteurs tels la corruption, ou les particularités de son économie. Toutefois il ne faut pas oublier que d'une part l'Argentine n'est pas le seul acteur de ce scénario, et que d'autre part celui-ci s'est joué dans le cadre du système économique global qui l'entourne.

Les seconds acteurs sont les Institutions Financières Internationales, c'est à dire le FMI, la Banque Mondiale, et les investisseurs privés qui ont prêté leurs dollars à l'Argentine, moyennant intérêts et ajustements structurels. Ce sont aussi les entreprises multinationales qui ont profité de ces ajustements structurels pour s'emparer de l'économie du pays, et qui après y avoir pompé du profit ont aujourd'hui une forte tendance à le quitter avant d'y laisser des plumes. Dans cette tragédie, l'Argentine n'a été que le jouet de ces acteurs, son impasse actuelle n'est que le résultat de leurs actions.

Quant à l'environnement économique global, c'est celui du capitalisme financier mondialisé. La logique de privatisation et d'endettement, qui a été mise en oeuvre jusqu'au bout en Argentine, s'est directement traduite sous forme de valeur actionnariale et sous forme de titres de créances, c'est à dire sous la pure forme de capital financier. Cette logique, n'a pas été suivie par hasard, mais parce qu'elle est tout à fait conforme aux besoins de croissance et d'accumulation de ce capital. Dans le scénario qui a conduit l'Argentine à une impasse, le rôle des seconds acteurs a donc été tout à fait conforme à la logique du capitalisme financier. Tellement conforme que les acteurs semblent ici être des pions, sujets d'une mécanique kafkaïenne qui leur impose ses propres contraintes de fonctionnement. Au delà de ses acteurs, l'impasse argentine se révèle alors ici comme une impasse de la propre logique interne du capitalisme financier mondialisé.

Il apparaît de plus en plus clairement que si cette logique ne change pas (le pourrait-elle ?), d'autres pays d'Amérique Latine vont pareillement suivre le sort de l'Argentine, on peut penser à l'Uruguay, à l'Équateur, au Brésil. Les ruptures massives de chaînes de crédit, et l'ébranlement du système financier qui en découlera, auront alors pour effet de mettre en évidence l'impasse du capitalisme

financier dans sa globalité mondialisée.

Du point de vue de l'Argentine, si le capitalisme financier y a atteint et dépassé une limite, on ne voit pas comment, après avoir conduit le pays à l'effondrement, ses mécanismes pourraient maintenant permettre au pays d'assurer un redécollage économique. Le mot d'ordre du mouvement social argentin, "Que se vayan todos !", montre que le peuple a déjà bien compris qu'une sortie de la crise ne pourra se faire que sur des bases économiques qui feront passer l'humain avant la rentabilité du capital financier.

Post-scriptum :

Contact pour cet article : mic.lasserre@free.fr